

PDF hosted at the Radboud Repository of the Radboud University Nijmegen

The following full text is a publisher's version.

For additional information about this publication click this link.

<http://hdl.handle.net/2066/165201>

Please be advised that this information was generated on 2021-09-21 and may be subject to change.

[p. 2]



(Photo St. Vanfleteren)

La conscience écologique, un bien culturel

Ceux qui sont concernés de près par l'environnement (par exemple, les militants écologistes et les décideurs politiques) considèrent la conscience écologique avant tout comme une 'grandeur instrumentale'. A leurs yeux, et non sans raison, la conscience écologique est un instrument important pour la gestion de l'environnement: quand les gens sont conscients des problèmes de l'environnement et de leurs propres responsabilités dans l'apparition de ces problèmes, ils ont un comportement bien plus respectueux de l'environnement. Il faut donc que la conscience écologique du citoyen, de l'agriculteur, du touriste et du chef d'entreprise - pour ne citer qu'eux - se développe.

Cela fait maintenant presque trente ans que la question de l'environnement est à l'ordre du jour dans les pays occidentaux. Pendant toute cette période, on s'est efforcé d'augmenter la conscience écologique par l'information, l'éducation et la sensibilisation. Les recherches sur la conscience écologique datent elles aussi d'une trentaine d'années. Il en ressort que celle-ci est bien moins une grandeur instrumentale modifiable qu'une composante d'un modèle culturel profondément ancré et difficile à transformer. Pour reprendre les termes du sociologue Pierre Bourdieu, la conscience écologique est, comme la préférence pour certains sports ou certains genres de musique, un bien culturel qui apparaît chez des personnes et des groupes suivant des modèles relativement fixes, et qui ne se modifie que très lentement.

Trois exemples, trois modèles

Trois exemples sont susceptibles d'illustrer quelques modèles de conscience écologique. Il suffit de parcourir l'Europe pendant les vacances pour constater la présence dans chaque camping scandinave, allemand ou autrichien, d'une impressionnante rangée de conteneurs à déchets pourvus d'inscriptions précisant leur usage. Dans de nombreux campings français, espagnols et portugais, on peut au contraire jeter presque tous les déchets dans un seul et même conteneur. Tout au plus un réceptacle séparé est-il prévu pour le verre (les bouteilles de vin vides!). Des constatations semblables pourraient être faites en ce qui concerne les poubelles publiques, la masse des débris jetés par terre et d'autres faits significatifs de même nature. Si quelqu'un

[p. 4]

prétend qu'il s'agit là d'indicateurs de la politique de l'environnement et non de la conscience écologique, proposez-lui le test suivant: demandez au propriétaire du camping, en France, s'il y a de quoi trier les ordures (et vous verrez son air surpris), ou bien prenez le risque, en Scandinavie ou en Suisse, de laisser négligemment traîner vos débris (et alors, gare aux foudres vengeresses du maître des lieux). On a donc bien affaire à un modèle géographique dans la répartition de la conscience écologique en Europe.

Deuxième exemple: dans de nombreuses communes néerlandaises (et flamandes), on peut se procurer deux sortes d'autocollants pour les boîtes à lettres afin de limiter l'afflux de prospectus publicitaires. Un autocollant NON-OUI indique que vous ne voulez pas d'imprimés publicitaires mais que vous souhaitez quand même recevoir les feuilles d'annonces et d'informations locales. Un autocollant NON-NON signale que vous refusez toute espèce d'imprimés sans exception. Celui qui ne pose aucun autocollant ouvre sa boîte à lettres à tous les imprimés possibles. Alors que les Pays-Bas, comme nous allons le constater plus loin, obtiennent un score élevé en matière de conscience écologique, le pourcentage de boîtes à lettres pourvues d'un autocollant ne dépasse pas 30% depuis plus de dix ans. Mais la répartition de ces autocollants est remarquable. Je me limite à Nimègue, ma propre commune. Des recherches font apparaître que la densité d'autocollants coïncide à peu près avec le niveau d'instruction et de revenus: plus les niveaux moyens d'instruction et de revenus sont élevés dans un quartier, plus l'autocollant est présent. On observe d'ailleurs aussi le même modèle de répartition en ce qui concerne l'usage du tabac. Les quartiers les plus riches sont non seulement ceux où il y a le plus grand nombre d'autocollants, mais aussi ceux où, pour l'instant, on fume le moins. Le fait d'apposer un autocollant sur sa boîte à lettres est, comme le fait de ne pas fumer, un indice minime, mais significatif, de conscience écologique. Manifestement, il existe aussi un rapport avec le niveau d'instruction et de revenus.

L'exemple que je vais citer maintenant est une combinaison des deux précédents: il y a quelque temps, j'ai assisté à la soutenance d'une thèse de doctorat en France. Aussitôt après le début de la séance, le président du jury, un professeur d'université, donc un homme ayant un niveau d'instruction et de revenus élevés, s'est mis à bourrer sa pipe. Je pensais que mon collègue anticipait la fin de la réunion. Mais il alluma immédiatement sa pipe, puis une deuxième, et une troisième, et remplit peu à peu la salle de fumée. Aucun professeur, ni aux Pays-Bas, ni en Flandre, ni a fortiori dans aucun pays plus au nord de l'Europe, n'aurait l'audace de fumer pendant une soutenance de thèse. Là, en tout cas, depuis dix ou vingt ans, les normes de comportement en ce qui concerne le tabac ont considérablement changé, précisément chez les personnes ayant une instruction supérieure. La réserve, la modération caractérisent ces changements. Si l'on s'en tient à cet unique exemple, il apparaît que c'est beaucoup moins le cas en France. Dans cet exemple, il s'avère que le modèle culturel du pays (non modifié) est plus fort que les conceptions et les comportements (qui pourraient avoir évolué) chez les personnes ayant une instruction supérieure.

Ces exemples ont bien sûr un caractère intuitif. Néanmoins, ils reflètent tout à fait correctement les résultats de la recherche. Il y a déjà plusieurs années que toutes sortes d'instituts de sondage collectent des données sur la conscience écologique, à l'échelle mondiale, à l'échelle européenne, nationale ou locale. En France, l'Institut français de l'environnement (IFEN), entre

[p. 5]

autres, permet de comparer facilement au moyen de l'Eurobaromètre les données nationales aux moyennes européennes et aux chiffres des autres pays européens. La durée des périodes pendant lesquelles les données ont été collectées permet maintenant de distinguer de plus en plus clairement les modèles de comportement stables et les mutations lentes qui les affectent. Dans ces recherches, les indicateurs utilisés pour mesurer la conscience écologique sont, entre autres, l'intérêt manifesté en général par les citoyens pour la nature et à l'environnement, leurs opinions sur la gravité des problèmes spécifiques de l'environnement, l'importance qu'ils attachent aux questions écologiques comparées par exemple à celles de l'emploi, de la drogue et de la sécurité, leur appartenance à des associations de protection de la nature et de l'environnement, leur perception du triage des ordures ménagères et leur acceptation verbale ou effective de ses contraintes, les économies d'énergie dans les foyers, les habitudes en matière de voyage, etc. Nous n'allons naturellement pas analyser ici l'ensemble de ces recherches. Nous nous concentrerons exclusivement sur quelques conclusions remarquables concernant les modèles temporels, socioéconomiques et géographiques de la conscience écologique.

Un modèle géographique

A l'échelle européenne, il est frappant de constater qu'on retrouve toujours les mêmes différences pour toutes les variables de la conscience écologique. Une ligne de partage très nette traverse l'Europe: les pays scandinaves, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse (pays dont la propreté légendaire est connue depuis Astérix et les Helvètes) et les Pays-Bas ont un score élevé; l'Angleterre, l'Irlande et la Belgique occupent une position intermédiaire; les pays du sud de l'Europe se situent à un niveau considérablement plus bas. Un seul exemple chiffré: dans les premiers pays cités, 25 à 35% des citoyens sont membres ou donateurs d'une ou plusieurs associations de défense de l'environnement ou de protection de la nature; dans le groupe intermédiaire, ce pourcentage est de 15 à 20%; dans le Sud, il est inférieur à 10%. Entre les pays du Benelux, les différences sont d'ailleurs notables: aux Pays-Bas, la proportion des adhérents atteint 33%; en Belgique, elle est d'à peine 15%. Du reste, l'engagement de nombreux Néerlandais (mais aussi de nombreux Européens du nord) se limite à un activisme du compte chèque: une fois par mois ou par an, chacun vire le montant de sa participation, dans lequel est souvent inclus l'abonnement à une revue.

Les explications de ce modèle géographique contrasté de la conscience écologique (et du respect de l'environnement) sont à la fois simples et complexes. Il est relativement facile de constater que les modèles de conscience écologique européens coïncident plus ou moins avec des traits socioéconomiques. La conscience écologique prospère dans des circonstances socioéconomiques plutôt favorables. Autrement dit, quand les circonstances matérielles sont bonnes, les valeurs postmatérielles peuvent être prises en compte; là où les besoins matériels restent insatisfaits, il n'y a pas assez de place pour l'environnement. Une telle explication est évidente au niveau collectif. La question de sa pertinence au niveau individuel, et pour les évolutions à long terme, va être examinée dans les lignes suivantes.

[p. 6]

Bien que le modèle géographique puisse être rapporté à un modèle économique sous-jacent, il s'en faut de beaucoup que les différences économiques puissent tout expliquer. Milan est par exemple une ville plus riche que Copenhague et pourtant manifestement moins respectueuse de l'environnement. Et si Zürich fait effectivement montre de plus de conscience écologique que Bruxelles, on peut se demander si celle-ci repose sur des différences économiques. Les différences économiques sont donc parfois oblitérées par des différences culturelles. Ces dernières sont encore moins faciles à découvrir. Ainsi n'existe-t-il aucune explication simple du fait - pourtant très significatif - que les lignes imaginaires délimitant les différentes zones de conscience écologique aient en Europe un tracé plus ou moins parallèle aux frontières des grandes religions. Cela conduit à des hypothèses sur l'opposition entre le protestantisme pragmatique, très attaché à l'ordre, et le catholicisme expressif qui s'accommode du laisser-aller; entre le protestantisme ascétique, empreint de sens communautaire et de sentiment du devoir, et le catholicisme peu scrupuleux, qui sait se débarrasser assez facilement de ses obligations morales.

Il apparaît en outre que la conscience écologique a, en tant que bien culturel, un ancrage très différent selon les pays. Il n'existe par exemple en Belgique presque aucun point de contact entre conscience écologique et protection de la nature d'une part, et conscience culturelle d'autre part. Sur le plan institutionnel et psychologique, il existe au contraire une distance relativement importante entre ceux qui s'occupent de la préservation de la culture et ceux qui s'occupent de la protection de la nature. Ailleurs, cela peut être différent. Sous la bannière du National Heritage, en Angleterre, en Écosse et au Pays de Galles, non seulement on manifeste du respect pour les monuments et les paysages, mais on prend aussi de nombreuses initiatives pour la protection de la nature et de l'environnement. En Allemagne et en Autriche, protection de la nature et préservation de la culture vont également de pair au plan intellectuel, institutionnel et psychologique, comme en témoignent toutes sortes de projets récents de Kulturlandschaftsentwicklung. Dans le cas de la France, de l'Italie et de l'Espagne, la conscience écologique est fortement liée à l'identification des individus avec 'leur' région et 'leur' paysage. En Suisse et dans les pays scandinaves, malgré de grandes différences, on peut faire appel avec succès à la discipline et à la correction comme composantes du sens communautaire. Les mêmes arguments jouent également aux Pays-Bas un rôle crucial, en liaison bien sûr avec le combat commun contre l'eau.

Un modèle socioéconomique

Les sociologues ont commencé à faire des recherches sur la conscience écologique parmi les différentes couches de la population dans les années 1970. Toutes les études montrent que la conscience écologique est, comme on l'a souligné plus haut, surtout l'affaire de groupes à niveaux d'instruction et de revenus élevés. Premièrement, les études d'opinion classiques font apparaître que les personnes ayant fait des études supérieures et disposant de revenus élevés obtiennent systématiquement et significativement un score important. Deuxièmement, il apparaît que c'est

[p. 7]

de ces milieux que sont issus plus de la moitié des membres actifs, des membres inactifs et des donateurs des organisations de protection de la nature et de l'environnement. Et cela vaut, comme on peut le constater à Nimègue, pour des formes très variées de conscience et de comportement, comme le recours aux autocollants limitant l'afflux de prospectus. Cette relation, du reste, n'est pas linéaire: les catégories obtenant les scores les plus élevés pour toutes sortes d'échelles mesurant la conscience écologiques ne sont pas tant les couches les plus privilégiées que celles se situant dans la moyenne supérieure pour ce qui est de l'instruction et du revenu.

Le fait que la conscience écologique soit la plus élevée parmi les couches socioéconomiques supérieures ne surprend pas les sociologues pour au moins deux raisons. D'abord parce que d'autres thèmes postmatérialistes apparus dans les années 1960 et 1970 - que nous résumerons ici par des mots d'ordre tels qu'émancipation, tiers-monde, paix et droits de l'homme - ont également un écho dans les couches socioéconomiques les plus aisées. La thèse du postmatérialisme fournit donc ici aussi une explication. Comme le mouvement écologique, ces mouvements connaissent une surreprésentation de personnes à niveau d'instruction et de salaires élevés. Cela explique l'emploi dans la littérature du terme de Middle Class Radicalism, applicable aussi bien aux sympathisants de Greenpeace qu'à ceux de Médecins sans frontières. Ensuite parce qu'il y a déjà très longtemps que le mouvement pour la protection de l'environnement recrute parmi l'élite sociale. Dans la période allant de 1880 à 1920, quand des associations pour la protection de la nature ont été créées dans toute l'Europe, celles-ci étaient soutenues presque exclusivement par une élite distinguée d'amoureux de la nature, de biologistes professionnels et amateurs, et d'artistes du même acabit. En ce sens, le mouvement écologiste des années 1970 et suivantes correspond à une 'démocratisation' de la conscience écologique et du respect de la nature, bien que les groupes à niveaux d'instruction et de revenus élevés y soient aussi surreprésentés.

C'est ici qu'apparaît une contradiction singulière: si la conscience écologique est inégalement répartie parmi les couches socioéconomiques, la pression exercée sur l'environnement par ces dernières l'est aussi, bien que ce soit selon un modèle presque inverse. L'étude effectuée à Nimègue est également tout à fait représentative de cet état de choses: les quartiers où l'on compte le plus d'autocollants sur les boîtes à lettres sont en même temps ceux où l'on consomme le plus d'énergie et le plus d'eau par personne et par foyer, où l'on occupe le plus d'espace, où l'on voyage le plus et - bien que ce dernier point n'ait pas été étudié - vraisemblablement aussi ceux où l'on consomme le plus de papier. Autrement dit la conscience écologique et la pression effectivement exercée sur l'environnement sont réparties de façon à peu près symétrique.

Cela vaut aussi pour les 'couches inférieures': les personnes appartenant aux catégories socioéconomiques les plus défavorisées font preuve en général de moins de conscience écologique, mais exercent aussi une pression moindre sur l'environnement. Et la contradiction va plus loin: les groupes socioéconomiques les moins favorisés vivent souvent dans des quartiers ou secteurs où la qualité de la vie et de l'environnement n'est pas excellente et où les nuisances matérielles (air, bruit, mauvaises odeurs), sont indubitablement plus importantes. Ce type de relation entre les inégalités sociales et l'environnement se retrouve dans toute l'Europe. Aux États-Unis, où les

[p. 8]

oppositions socioéconomiques sont traditionnellement beaucoup plus accusées que chez nous, il a suscité l'apparition de l'Environmental Justice Movement, qui mène précisément un combat contre la répartition inéquitable de la qualité de l'environnement et des risques écologiques, une répartition qui aux États-Unis va souvent de pair avec la discrimination raciale. Le thème de l'environnement et des inégalités est pour l'instant moins souvent débattu en Europe, mais le phénomène est naturellement observable ici aussi.

Un modèle temporel

La conscience écologique contemporaine et les recherches qui s'y rapportent datent d'environ trente ans. L'analyse porte aussi, bien sûr, sur l'évolution dans le temps de la conscience écologique. Le modèle qui s'en dégage n'était pas surprenant à l'origine, mais il l'est devenu par la suite. Il n'était pas surprenant de constater que l'attention collective pour les problèmes de l'environnement était, grosso modo, inversement proportionnelle au développement économique: dans les périodes de croissance économique relativement insouciantes, la conscience écologique augmentait. Lorsque l'économie se portait moins bien et que les perspectives matérielles s'annonçaient moins roses, comme à la fin des années 1970 et au début des années 1980, l'intérêt pour les problèmes de l'environnement diminuait. Ce modèle cadrerait parfaitement avec l'hypothèse du postmatérialisme. Il est vrai que ce modèle était parfois perturbé par de courtes fluctuations causées par des catastrophes écologiques retentissantes, internationales (Seveso, Bhopal, et naturellement Tchernobyl), ou nationales. Ces catastrophes provoquaient à chaque fois un sursaut d'intérêt pour l'environnement. Mais à long terme, il s'avère que ce n'étaient que des rides dans le rythme lent de flux et de reflux de la conscience écologique.

En revanche, la rupture de ce modèle, constatée par les chercheurs ces dernières années, ne laisse pas d'être surprenante: alors que (si on fait abstraction des conséquences des attentats du 11 septembre 2001) le début des années 1990 a coïncidé dans divers pays avec le début d'une période de croissance forte, la conscience écologique ne fait presque aucun progrès. Au contraire, pour la première fois en trente ans, les chercheurs constatent que la croissance économique s'accompagne d'un déclin de la conscience écologique. En l'état actuel des choses, les hypothèses avancées pour expliquer ce phénomène sont contradictoires: certains pensent que les gens sont las d'entendre parler des questions d'environnement et qu'ils ont refoulé les angoisses qu'elles suscitent. D'autres suggèrent au contraire qu'ils sont plus ou moins satisfaits des progrès enregistrés et qu'ils sont moins fréquemment que par le passé confrontés à des problèmes écologiques dans leur voisinage. Selon une autre explication plus sophistiquée - mais pas plus juste pour autant -, un grand nombre de comportements écologiques sont devenus de telles routines que personne ne fait plus le rapport avec l'environnement. Même le tri des ordures ménagères n'est plus associé à la protection de l'environnement, tant ce comportement est entre-temps devenu un réflexe.

[p. 9]

Les données statistiques ne remontent pas assez loin, le débat scientifique est encore trop récent pour apporter des explications définitives. D'ailleurs, la thèse du postmatérialisme, ou plutôt une de ses versions spécifiques, pourrait fournir une explication. Cette thèse suggérerait en effet à l'origine que le postmatérialisme était caractéristique d'une classe d'âge: la génération qui, après la guerre et ses séquelles, avait grandi au milieu des difficultés matérielles et avait vu quasiment tous ses vœux satisfaits. La génération immédiatement postérieure, celle qui a aujourd'hui entre vingt et quarante ans, serait beaucoup moins attachée aux valeurs postmatérialistes, et également moins portée au 'middle class radicalism'. Cette génération semble être au contraire, au risque de faire de ce mot une injure, hypermatérialiste. En tout cas, cette hypothèse cadre parfaitement avec la difficulté des nouveaux mouvements sociaux, en particulier du mouvement écologiste, à recruter de jeunes adhérents.

La conscience écologique, un bien culturel dévalorisé?

Il a été signalé plus haut que les supports passés et présents de la conscience écologique et du respect de la nature sont constitués par les tranches de population bénéficiant d'un haut niveau d'éducation et de revenus. En soi, ce n'est pas extraordinaire: il arrive souvent que de nouveaux biens culturels - puisque nous rangeons ici la conscience écologique dans cette catégorie - apparaissent dans les couches socioéconomiques supérieures, puis se diffusent dans toute la société selon un processus progressif d'adoption et d'assimilation par toute la société et se trouvent peu à peu 'généralisés'. La sociologie classique de la culture décrit le phénomène sous le nom de sinkendes Kulturgut (dévalorisation d'un bien culturel). Ce type de diffusion est le plus connu des modèles culturels de consommation matérielle: qu'il s'agisse de l'automobile ou du disque, du tourisme ou l'engouement pour le fitness, les modèles culturels et comportementaux concernant ces biens culturels sont apparus dans les couches socioéconomiques supérieures et se sont peu à peu 'dévalorisés'. Certains trouvent bénéfique (parce que démocratique) cette diffusion de biens, à l'origine élitaires, d'autres précisément s'en irritent. Du reste, l'élite socioéconomique invente perpétuellement de nouvelles façons de se distinguer du 'commun des mortels': quand la valeur distinctive de la deuxième voiture et de la résidence secondaire eurent disparu, les deuxièmes et troisièmes départs en vacances par avion offrirent à leur tour de nouvelles possibilités de se singulariser.

La dévalorisation des biens culturels est donc un phénomène très connu dans le domaine de la consommation matérielle. Mais il s'observe également en ce qui concerne les biens non matériels, et même l'abstention de jouissance matérielle. Des recherches ont montré que l'extension du rejet du tabac a suivi exactement la même voie: il apparaît que l'aptitude à se distinguer par un 'je ne fume pas/plus' et le prestige et le statut qui s'y attachent ont joué un rôle bien plus déterminant dans la propagation du renoncement au tabac que la diffusion de toutes sortes d'informations sur les risques pour la santé. C'est pourquoi précisément les professeurs d'université se doivent de ne pas/plus fumer, du moins dans les pays où le rejet du tabac est devenu une marque de distinction -

[p. 10]

processus qui n'est visiblement pas encore très avancé en France. Le fait de ne pas fumer s'inscrit d'ailleurs dans le prolongement d'autres exemples historiques de modération et de réserve. L'historien de la culture Norbert Elias a analysé comment, plus que tout le reste, les manières de cour ont contribué à la normalisation des conceptions et des comportements concernant entre autres la nourriture, l'hygiène individuelle et la sexualité.

Ainsi se pose naturellement la question de savoir si la conscience écologique - où la modération et la réserve jouent également un rôle - peut, elle aussi, être un bien culturel en cours de dévalorisation. Certains résultats de la recherche vont dans ce sens. Ainsi la différence de conscience écologique entre les groupes à revenus élevés et les groupes à revenus modestes diminue visiblement quelque peu. De même, le choix d'une alimentation saine, qui était au départ un comportement réservé à une élite, a mis relativement peu de temps pour devenir une préoccupation beaucoup plus répandue, comme le montre la consommation de produits biologiques. Il est toutefois trop tôt pour juger de la stabilité de ces modèles. D'ailleurs, en ce qui concerne bien d'autres aspects de la conscience écologique et du respect de l'environnement, on ne peut pas, ou à peine, parler de 'bien culturel dévalorisé'.

Des biens difficiles à appréhender, mais susceptibles d'être modifiés

Considérer la conscience écologique comme un bien culturel peut sembler de prime abord une perspective décevante à ceux qui voient surtout en elle une grandeur instrumentale. En effet, celle-ci est ancrée dans les couches les plus rigides de notre culture, et par conséquent peu variable. Et pourtant cette perspective offre davantage qu'une pure satisfaction scientifique. Son mérite essentiel est sans aucun doute de montrer que la conscience écologique ne doit pas être traitée comme une grandeur isolée, mais considérée au contraire dans le contexte des modèles culturels qui l'environnent. S'appuyant sur cette approche, certaines campagnes publicitaires actuelles, dont l'initiative revient encore le plus souvent au secteur commercial, prennent pour point de départ la distinction conférée par la conscience écologique et le respect de l'environnement, et misent sur le statut et le prestige qui s'y rattachent. Les biens culturels sont difficiles à appréhender, certes, mais ils sont aussi susceptibles d'être modifiés.

Pieter Leroy

Professeur à la 'Katholieke Universiteit Nijmegen', attaché au département des sciences politiques et sociales de l'environnement.

Adresse: Grameystraat 4, NL - 6525 DP Nijmegen.

Traduit du néerlandais par Lucette Lequin.